



www.ssf-creteil.org

Créteil, le 1^{er} mai 2020

TRIBUNE

Pour une économie au service de l'Homme

Pour la première fois dans notre histoire, face à une pandémie, nous avons réagi en nous confinant dans l'espoir de sauver le maximum de personnes. Pour beaucoup, « *Rien ne sera jamais plus comme avant !* » Mais le risque est que cette affirmation ne résiste pas longtemps au retour à une vie normale. Et pourtant ...

Les transformations que nous pouvons souhaiter, au niveau français, européen et international, dépendent pour partie des responsables politiques que nous choisissons. Elles dépendent aussi de nous. Si nous modifions nos comportements quotidiens, si nous changeons notre regard sur les choses, si nous interrogeons nos certitudes, ensemble, nous pouvons changer le monde, et en particulier, sujet qui nous intéresse aujourd'hui, le monde du travail, pour davantage poursuivre la recherche du bien commun. Notre foi chrétienne souligne que le travail est une nécessité et contribue à la dignité de l'homme. C'est pourquoi nous rappelons que personne ne saurait être exclu, et que nous nous engageons dans la lutte contre le chômage, la précarité et pour de bonnes conditions de travail.

Au niveau politique comme au niveau individuel, profitons de ce temps de confinement pour cultiver la vertu de l'humilité. Non, la France n'a pas le meilleur système de santé, d'éducation, ou autre... du monde. Oui, il est temps de s'inspirer de ce qui fonctionne mieux à l'étranger tout en préservant ce qui constitue nos richesses et spécificités. Non, un système centralisé où tout est décidé en un point unique n'est pas le plus optimal. Oui, il est possible et nécessaire de faire confiance aux corps intermédiaires et au niveau local pour adapter les règles en fonction des situations particulières.

Nous ne sommes pas étrangers à notre monde, en route vers le transhumanisme et l'immortalité. Oui, nous sommes immergés dans la nature et nous sommes tous des êtres mortels. Ne pas recourir à l'hôpital privé ou aux médecins libéraux quand l'hôpital public est engorgé n'est pas acceptable. Ne pas faire appel aux laboratoires vétérinaires, qui ont l'habitude de tester les coronavirus, pour des raisons administratives n'est pas acceptable. Oui, notre inflation normative, nos procédures innombrables qui semblent même étonner nos responsables politiques au plus haut niveau, nous étouffent et sont mortelles, au sens premier du terme.

Remettre de la subsidiarité dans notre système pour lui redonner de l'oxygène, voilà un axe stratégique indispensable et ambitieux.

Ne nous exonérons pas pour autant de notre responsabilité individuelle.

Sachons aussi repenser collectivement la hiérarchie de nos admirations. La crise sanitaire a mis en avant non seulement les professionnels de santé mais aussi des métiers et des personnes habituellement invisibles, qui se révèlent essentiels au bon fonctionnement de la société et qui montrent bien combien le pain sur notre table est « fruit de la terre et du travail des hommes » : les agriculteurs et maraîchers, les routiers, les magasiniers, les caissiers, les livreurs ... mais aussi les éboueurs, le personnel de nettoyage, les aides à domicile, tous ceux qui, pour rester au service de ceux qui appliquaient à la lettre la consigne « sauvez des vies, restez chez vous ! », ont eu comme conduite « rendons service, sortons de chez nous et faisons notre travail ». Toutes ces personnes méritent notre respect et nous rappellent la dignité de toute personne humaine. Nous pouvons militer pour qu'ils reçoivent une revalorisation de leur métier et de leur salaire, et pas seulement une prime ponctuelle. Nous pouvons aussi agir nous-mêmes pour les respecter. Continuons de les regarder, les saluer, faire attention à eux, les remercier pour qu'ils ne retombent pas dans l'invisibilité de l'indifférence.

40% des Français sont en télétravail actuellement. Cette crise a balayé tous les arguments des managers qui voulaient surveiller de visu le travail de leurs collaborateurs et de ceux qui craignaient une moindre productivité à domicile. Chaque entreprise va devoir s'interroger sur l'intérêt de rassembler des collaborateurs en un même lieu : pour créer quelque chose ensemble ? pour se connaître, s'approprier et se faire confiance ? pour recevoir des clients ? Bien évidemment. Mais le travail individuel doit aussi pouvoir se faire à domicile avec une vigilance accrue sur les conditions de travail des salariés.

Le télétravail repose aussi la question du style de management des entreprises. Les salariés qui ont fait la preuve de leur engagement et de leur sens des responsabilités, de leur esprit d'innovation et de leur capacité d'adaptation, ne sauraient redevenir des collaborateurs passifs. Gageons que la subsidiarité va progresser aussi dans les entreprises qui devront faire davantage confiance à leurs instances du personnel et leurs collaborateurs, pour le plus grand bien de tous.

Si le confinement débouche sur une telle remise en cause de l'organisation du travail, cela aura des conséquences importantes sur l'immobilier. Sur l'immobilier commercial avec moins de bureaux individuels, davantage d'espaces de réunions et de travail collaboratif, et moins de surface au total. Sur le logement aussi car s'il est possible de ne venir dans l'entreprise qu'un ou deux jours par semaine, pourquoi s'entasser dans des métropoles plutôt que de repeupler les villes moyennes et les campagnes où, ce qui devrait tous nous interpeller, 12% des parisiens ont fui avant le confinement ?

Mais l'économie ne se résume pas aux services qui peuvent être rendus en télétravail. L'industrie a montré à tous ceux qui imaginaient une France sans usine son utilité pour disposer en toute indépendance de la capacité à fabriquer des masques, des respirateurs, des surblouses, du gel hydroalcoolique au besoin en reconvertissant des lignes de production. Nos gouvernants devront redéfinir les besoins stratégiques vitaux à couvrir avec nos propres capacités, notamment pour la production de médicaments. À nous de réfléchir aussi à nos choix de consommation individuels pour faire vivre durablement notre industrie.

Au cœur de notre réflexion, dans un souci de plus grande justice sociale, nous devons aussi prendre en compte les autoentrepreneurs à faible revenu, ceux qui travaillent quelques heures par semaine, les précaires, les bénéficiaires de minima sociaux, tous ceux dont les revenus professionnels ont disparu pendant cette période. La lourdeur de notre système de protection sociale, la complexité du catalogue des prestations existantes doivent nous inciter à repenser la question d'un revenu universel dont le montant serait facile à adapter en cas de crise. Il est urgent de faire droit à l'option préférentielle pour les plus pauvres.

Le redémarrage de l'économie se fera progressivement et s'accompagnera vraisemblablement d'une crise économique majeure. Le soutien de l'État à l'économie par l'indemnisation du chômage partiel des salariés et les fonds de solidarité pour les non-salariés ont été de bonnes décisions qui permettent de préserver le tissu économique, mesures heureusement complétées par les interventions des collectivités et la capacité des entreprises à se réinventer. Mais cette dette arrive dans un contexte de surendettement excessif en France et nous affaiblira durablement.

Comment expliquer demain à tous ceux qui demanderont des subsides que l'État n'a pas d'« argent à débloquer » mais qu'il « emprunte des milliards que nous devons tous rembourser » ? À nous d'exprimer collectivement nos choix d'investissement et de dépenses et nos choix d'organisation et de management. Ainsi nous ne serons plus à la fois le pays qui a proportionnellement la dépense publique parmi les plus élevées au monde et une partie des services publics en sous-équipement chronique avec des personnels investis mais en souffrance.

Présentée comme une solution, la monétisation de la dette par la BCE, autrement dit « la planche à billets », ouvre une boîte de Pandore qu'il sera difficile de refermer et qui pourrait conduire à une reprise de l'inflation, toujours au détriment des plus pauvres.

« Aujourd'hui plus que jamais, nous sommes tous appelés à veiller comme des sentinelles de la vie saine et à devenir des interprètes d'un nouvel engagement social, en orientant notre action vers la recherche du bien commun et en la fondant sur des principes fermes de solidarité et de subsidiarité. »

Œconomica et pecuniariae quaestiones ⁽¹⁾, n° 34

Oui, nous pouvons reconstruire quelque chose de différent, au niveau international, européen, français, local et aussi personnel, si nous le décidons.

L'Antenne de Créteil des Semaines sociales de France :

Thomas Bauduret, Amélie Eymard, Philippe Delerive, François Fayol,
Séverin Isaac, Marie-Edwige Mallet, Jacques Martin, Jean-François Loche,
Laurence Paris, Brigitte Tironneau, P. Jean-Luc Védrine

(1) *Œconomica et pecuniariae quaestiones* (Questions économiques et financières - Considérations pour un discernement éthique sur certains aspects du système économique et financier actuel), Congrégation pour la doctrine de la foi et Dicastère pour le service du développement intégral, Rome, 6 janvier 2018 – 17 mai 2018.

Contact :

François Fayol

Délégué diocésain pour le pôle Société - Département Famille et Société
Animateur de l'Antenne de Créteil des Semaines sociales de France
ssf-creteil@diocese-creteil.fr